

PRÉFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
de la réglementation et
des libertés publiques

Bureau de la
réglementation générale
et économique

**Arrêté modifiant l'arrêté du 8 juillet 2010 modifié réglementant les activités
de chauffeur et d'exploitant de taxi dans le département du Nord**

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code des transports ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2010 modifié réglementant les activités de chauffeur et d'exploitant de taxi
dans le département du Nord et notamment son article 7 ;

Vu le jugement n°1300501 du tribunal administratif de Lille en date du 26 novembre 2015,
notifié le 21 décembre 2015 ;

Sur la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Est prononcée l'abrogation des dispositions de l'article 7 de l'arrêté susvisé en tant
que ces dispositions, d'une part, interdisent aux titulaires d'une autorisation de stationnement
de catégorie « A » d'exploiter cette autorisation par l'intermédiaire d'une tierce personne, et en
tant, d'autre part, qu'elles incluent au sein de la catégorie « B » les titulaires d'une unique
autorisation de stationnement exploitée selon cette modalité ;

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent
arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Lille, le – 3 MARS 2016

Le préfet

Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint

Olivier GINEZ

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Si vous entendez contester le présent arrêté, vous pouvez utiliser les voies de recours suivantes :

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services ;
- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Monsieur le ministre de l'intérieur, Direction de la sécurité et de la circulation routières (adresse postale : Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08)

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif de LILLE (adresse postale : 143 rue Jacquemars Gielée – BP 2039, 59014 LILLE Cedex) ;

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration d'une durée de deux mois suivant la date de notification de la décision contestée ou la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique.